

ESPACE

# MICROFINANCE

Bulletin trimestriel de l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinance du Togo N° 009 - Octobre 2009

## LE SYSTÈME D'INFORMATION DE GESTION DES IMF



**Association Professionnelle des Institutions de Microfinance du Togo**

Tél. +228 220 98 03

E-mail : [apim\\_togo@yahoo.fr](mailto:apim_togo@yahoo.fr)

Site web : [www.microfinance.tg](http://www.microfinance.tg)



Financement : Programme d'Appui à la Stratégie Nationale de Microfinance  
(PASNAM/PNUD/FENU)



# SOMMAIRE

**EDITORIAL : LE SYSTÈMES D'INFORMATION DE GESTION: un levier pour amorcer et maintenir la croissance des IMF** ..... page 3

**ECHOS DES BAILLEURS** : La parole à Mme Guillemette Jaffrin, Spécialiste secteur Financier Département Développement du Secteur Financier et Privé Afrique de l'Ouest et Centrale à la Banque Mondiale..... Page 4

**INFOS-BRÈVES : APIM-TOGO en mouvement dans les Régions Économiques du TOGO** ..... page 5

**QU'EST CE QU'UN SIG?** ..... page 6

**LES PERFORMANCES ET LES DIFFICULTÉS D'UN SIG POUR UNE IMF EN PHASE DE CROISSANCE** : Expérience de WAGES avec Perfect ..... page 8

**LES PERFORMANCES ET LES DIFFICULTÉS D'UN SIG POUR UNE IMF EN PHASE DE CROISSANCE** : Expérience de la CECA avant et avec Microfina ..... page 10

**PERFORMANCE D'UN SIG** : Cas de SYSDE SAF ..... page 11

**FOCUS SUR UNE IMF** : La Mutuelle pour le Développement de l'Épargne et de Crédit Komdedzi (MUDECK) ..... page 13

**LES DIFFICULTÉS D'ACHAT ET D'IMPLÉMENTATION D'UN SYSTÈME D'INFORMATION DE GESTION DANS UNE IMF**: Le parcours de Perfect.. page 15



**ESPACE MICROFINANCE**

**Directeur de publication :**  
Ramanou NASSIROU (APIM-TOGO)

**Rédacteur en chef :**  
Clément WONOU (PASNAM)

**Equipe de rédaction :**  
Kokoumeh FEDY (FUCEC-TOGO)  
Esodong H. KPIZING (CAS-IMEC)  
Justine ASSILEVI (PNUD)  
Martial GOEH-AKUE (CNM)  
Yombo ODANOU (CECA)  
Kossivi KETOR (APIM-TOGO)  
Eric BATE (APIM-TOGO)  
Narcisse MALLY (PASNAM)

**Conseiller à la Communication :**  
Emile KENKOU (PNUD)

**Conception :**  
Fessou D. LAWSON-A.

## EDITORIAL

### LE SYSTÈME D'INFORMATION DE GESTION: un levier pour amorcer et maintenir la croissance des IMF



**M.NASSIROU Ramanou,**  
Président de l'APIM-TOGO

Au cours des quinze (15) dernières années, les institutions de microfinance (IMF) ont porté un intérêt croissant aux systèmes d'information, et en particulier au Système d'Information de Gestion (SIG). Alors qu'opérateurs et bailleurs de fonds prenaient conscience du besoin pour les institutions financières formelles et informelles de gérer de gros volumes de données, l'incitation à améliorer le traitement et la compréhension des données s'est faite plus forte.

L'information est au cœur de la microfinance. Que son traitement soit manuel ou informatisé, les IMF gèrent un grand nombre de données essentielles à leur activité depuis les informations de base sur la clientèle jusqu'aux analyses détaillées des performances du portefeuille. Ces données doivent être stockées,

traitées et, plus important, présentées de manière pertinente aux utilisateurs de façon à ce qu'ils puissent prendre des décisions bien éclairées. Un bon système d'information doit simplement jouer ce rôle : agir comme un canal grâce auquel des données brutes sont transformées en information utile et exploitable. Un bon système d'information est un outil nécessaire à la bonne gestion d'une institution.

Il est l'une des clés les plus importantes, mais moins bien comprises dans les conditions de succès d'une institution de microfinance. Bien que cet aspect des opérations commence à susciter un certain intérêt, les études qui lui sont consacrées restent peu nombreuses. Il s'avère nécessaire de :

- ♦ Souligner l'importance que revêt un système d'information de gestion pour une institution qui se veut performante;
- ♦ Fournir aux équipes de direction et au personnel chargé des systèmes d'information des directives de base pour le choix, l'élaboration ou le perfectionnement d'un système d'information de gestion;
- ♦ Contribuer à la mise au point de définitions et de termes couramment employés dans le domaine de la microfinance en matière de Système d'Information de Gestion;
- ♦ Fournir des indications sur les ratios déterminants et les rapports utiles à générer par les SIG pour assurer le suivi des résultats d'une institution;
- ♦ Comblent une lacune au niveau des publications consacrées à la microfinance tout en complétant les travaux antérieurement consacrés aux directives en matière de système d'information de gestion.

Dans notre pays, le problème de la qualité, de la régularité et de la sincérité de l'information se posait autant que les autres préoccupations récurrentes des IMF. Ce problème a trouvé un début de solution depuis l'étude sur les SIG, commanditée en 2006 par le CNM avec l'appui financier du PASNAM. L'étude a proposé un inventaire des solutions existantes qui à notre sens affichent une performance éprouvée. Il s'agit de SAF 2000, INFOCOOPEC, PREFECT, MICROFINA. Pour contribuer à approfondir les connaissances des praticiens, des Autorités et des Partenaires sur les solutions précitées, il est important de répondre aux préoccupations suivantes: Qu'est ce qu'un SIG? Quelles sont les performances et les difficultés d'un SIG pour une IMF en phase de croissance? Quelles sont les difficultés d'achat et d'implantation d'un SIG dans une IMF? Quelles sont les expériences des IMF du Togo avec microfina, Prefect et SAF 2000? Telles sont les questions auxquelles tente de répondre ce neuvième numéro «Microfinance».

## **ECHOS DES BAILLEURS :** **La parole à Mme Guillemette Jaffrin,** **Spécialiste Secteur Financier au Département Développement du** **Secteur Financier et Privé Afrique de l'Ouest et Centrale / Banque Mondiale**

**La Banque mondiale a approuvé le 31 mars le Projet Secteur Financier et Gouvernance (PSFG), d'un montant de 12 millions de dollars US (environ 6 milliards de francs CFA). Ce projet a pour objectif principal d'aider à améliorer la stabilité du secteur financier togolais (y compris le secteur de la microfinance) en appuyant le programme de réformes du secteur financier du Gouvernement. Il est mis en œuvre par le Ministère de l'Économie et des Finances.**



**Mme Guillemette Jaffrin,**  
**Spécialiste Secteur Financier au Département Développement du Secteur Financier et Privé Afrique de l'Ouest et Centrale / Banque mondiale**

Le PSFG est composé de quatre (4) composantes principales:

- **Restructuration du secteur bancaire** (4,40 millions de dollars US, soit environ 2,20 milliards FCFA)

Cette composante appuiera la stratégie de restructuration bancaire adoptée par le Gouvernement et fournira, en particulier, une assistance technique afin de finaliser la restructuration financière et institutionnelle des trois banques à capitaux publics.

- **Renforcement du secteur de la microfinance** (3,20 millions de dollars US, soit environ 1,60 milliards FCFA)

Cette composante se focalisera sur le renforcement de la stabilité du secteur de la microfinance à travers

une amélioration de la surveillance interne (avec, en particulier, un renforcement de la capacité des réseaux de coopératives d'épargne et de crédits à superviser leurs membres) et de la supervision externe des institutions de microfinance.

- **Reforme du secteur des pensions** (1 million de dollars US, soit environ 500 millions FCFA)

Cette composante s'attèlera à la réforme de la Caisse des Retraités du Togo (CRT) et de la branche retraite de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) avec pour objectif de restaurer la viabilité financière de ces deux institutions.

- **Appui à la mise en œuvre des réformes dans le secteur**

**financier et le secteur privé** (1 million de dollars US, soit environ 500 millions FCFA)

Cette dernière composante du Projet vise à accroître la capacité du Gouvernement à conduire les réformes prioritaires dans les secteurs financier et privé. Reconnaisant le rôle primordial que joue le secteur de la microfinance dans l'accès aux services financiers, le projet comprend donc un volet important se focalisant sur le secteur de la microfinance.

La composante microfinance du projet s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Nationale de Microfinance (2008-2012) et a été préparée en collaboration étroite avec le Comité National de Microfinance (CNM), l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinance du Togo (APIM Togo), le Programme des Nations Unis pour le développement (PNUD) et le Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU).

D'importants efforts d'harmonisation seront menés avec les partenaires techniques et financiers opérant dans le secteur de la microfinance au Togo afin d'éviter toute duplication et d'assurer une meilleure efficacité. ♦

Retrouver tous les bulletins Espace Microfinance en téléchargement sur le site

**[www.microfinance.tg](http://www.microfinance.tg)**



## Activités prévues dans le cadre de la composante microfinance du Projet Secteur Financier et Gouvernance (PSFG) de la Banque Mondiale

### Renforcement de la supervision du secteur de la microfinance

- ✓ Diffusion et formation sur la nouvelle loi
- ✓ Développement d'une base de données pour faciliter la supervision sur pièces et sur place
- ✓ Prise en charge partielle d'inspecteurs supplémentaires et des frais de mission de supervision
- ✓ Élaboration et mise en œuvre d'un programme de formation pour les inspecteurs de la CAS-IMEC

### Renforcement de la surveillance interne au sein des institutions de microfinance

- ✓ Élaboration et diffusion d'un manuel sur le contrôle et l'inspection interne
- ✓ Élaboration et mise en œuvre d'un programme de formation pour les inspecteurs internes et auditeurs externes
- ✓ Assistance technique pour l'amélioration du contrôle interne et des Systèmes d'Information et de Gestion (SIG) dans les grandes institutions de microfinance
- ✓ Appui à l'offre de services d'inspection externalisés
- ✓ Appui à la rationalisation du secteur (en encourageant les COOPEC indépendantes à rejoindre des réseaux)
- ✓ Financement partiel d'audits externes

### Promotion de la transparence de l'information financière

- ✓ Financement partiel de notation
- ✓ Appui à l'émergence de cabinets de notation régionaux

**Unité de Coordination du Projet  
Secteur Financier et Gouvernance**  
Ministère de l'Économie et des Finances

Tél. (228) 221 02 50

E-mail: psfgtogo@yahoo.fr

Coordonatrice: Mme Ahéba Johnson

Chargé de Projet: M. Mensan Anoumou

## INFOS BREVES \* INFOS BREVES \* INFOS BREVES

### APIM-TOGO est en mouvement dans les Régions Economiques du TOGO

*APIM-TOGO (Association Professionnelle des Institutions de Microfinance du Togo) a mis en place depuis le 09 mai 2009 une nouvelle équipe dirigeante de sept (7) membres conduite par son Président Monsieur NASSIROU Ramanou, Directeur Général de WAGES. La mission de cette nouvelle équipe est de professionnaliser la microfinance par la proximité avec les IMF. Depuis plus de deux (2) mois le nouveau Conseil d'Administration appuyé par l'équipe de la Direction Exécutive, a organisé des activités respectivement dans les régions Maritime, Plateaux et Savanes.*

#### **Dans la région Maritime**

L'Association a organisé le 14 et 15 mai 2009 un atelier de formation pour une trentaine de Chargé de prêt de vingt deux (22) IMF (Institution de Microfinance) membres. Cette session de formation organisée avec l'appui financier de l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie) et l'appui technique de la FNCE (Fédération Nationale des Caisses d'Épargne de France) a connu un succès éclatant eu égard à l'opportunité et à la pertinence de l'activité.

#### **Dans les Plateaux**

L'Association a organisé la 1<sup>ère</sup> session de formation sur le Nouveau Référentiel Comptable des IMF à l'hôtel LA DÉTENTE ... Kpalimé du 19 au 31 juillet 2009. Trente trois (33) apprenants venant des IMF membres ont pu prendre part ... ce rendez-vous pour s'approprier à l'entrée en vigueur du nouveau cadre comptable le 1<sup>er</sup> janvier 2010. L'appui financier a été, assuré par Lux-Development.

#### **Dans les Savanes**

- Une session de formation sur l'Analyse du Risque Crédit et le Montage de dossier de prêt au Collège d'Enseignement Technique de Dapaong du 28 au 29 juillet 2009. Vingt quatre (24) participants venant de quatre (4) IMF ont pris part à ce rendez-vous et se sont estimées satisfaites par rapport au contenu du programme.

- Une conférence de presse a été organisée dans la soirée du 27 juillet 2009 à l'hôtel YENDOUBE de NASSABLE pour présenter:

Un gros plan sur le secteur de la microfinance au Togo (environnement, agrégats, caractéristiques et perspectives);

La CAS-IMEC (création, rôles et perspectives); (Suite ... la page 10)



Ange KETOR,  
Directeur Exécutif de l'APIM-TOGO

## QU'EST CE QU'UN SIG?

par Yawo AMAGLO , Directeur des Etudes de la Formation et de l'Information (DEFI) du Réseau FUCEC-TOGO

*Un Système d'Information de Gestion, appelé aussi SIG ou parfois seulement SI, comprend tous les aspects de la collecte, du stockage, du suivi, de l'extraction et de l'exploitation de l'information dans une entreprise ou une organisation. Grâce au développement de l'outils informatique et des applications logicielles, la plus grande partie de ce travail peut maintenant être automatisée et l'accès à l'information est facilité. Cependant, le logiciel en lui-même ne constitue pas le système d'information. Un SI est formé de toutes les politiques, procédures et pratiques qui régissent les opérations d'une organisation et le personnel interagissant avec cette information, combinées aux logiciels et au matériel.*

### **Quand une institution de microfinance doit-elle changer son logiciel de SIG ?**

C'est une question particulièrement importante. Toutes les IMF sont dotées d'un système quelconque pour suivre les informations liées aux crédits et aux charges d'exploitation. Beaucoup d'organisations ont simplement recours à un système manuel. Certaines utilisent un tableur, comme MS Excel, ou une application similaire permettant le suivi des crédits, et sont dotées d'un système de comptabilité standard pour la production des rapports.

**« Que soit la méthode, lorsqu'une IMF n'est plus en mesure de produire des données de qualité sur les crédits d'une manière régulière et efficiente, il est temps pour elle d'envisager un système plus automatisé ou plus sophistiqué. »**

En microfinance, le seuil courant à partir duquel une IMF doit généralement passer à un logiciel de SIG plus spécialisé est 2.000 clients environ. Cependant, certaines IMF conservant un SIG manuel parviennent à plus de 30.000 clients. Lorsqu'un programme de microfinance possède moins de 2.000 clients et n'a pas de plan de croissance significatif, un système basé sur des tableurs est suffisant pour le suivi du

portefeuille de crédits, et même recommandé si l'on considère les coûts de mise en œuvre d'un logiciel de SIG.

Certains distributeurs de logiciels proposent des produits de SIG adaptés à la microfinance qui fonctionnent en mode autonome, offrant ainsi un moyen peu coûteux d'automatiser un petit programme de microfinance.

Il est habituellement beaucoup plus facile pour une organisation de passer d'abord d'un système manuel à un système partiellement automatisé, puis à un logiciel spécialisé, plutôt que de passer directement d'un système manuel à une application sophistiquée. Ceci étant, cela ne signifie pas que c'est impossible.

En outre, étant donné le temps nécessaire à la sélection et à la mise en œuvre d'un logiciel de SIG, il est également recommandé d'installer le logiciel préalablement au lancement d'une stratégie de croissance, plutôt qu'en réaction à la croissance.

Pour résumer, l'automatisation représente de nombreux avantages pour la plupart des organisations. Dans pratiquement tous les cas, l'automatisation des registres aura pour conséquence:



**M.AMAGLO Yawo,**  
*Directeur des Etudes de la Formation et de l'Information (DEFI) du Réseau FUCEC-TOGO*

- L'amélioration de la précision des données;
- L'augmentation de la vitesse de traitement;
- La génération de résultats plus utiles et plus adaptés;
- L'amélioration de la productivité.

Pour une IMF en recherche de gains d'efficacité, l'automatisation du SIG ou l'optimisation du logiciel de SIG est généralement l'une des stratégies clés.

Fondamentalement, une IMF doit modifier son logiciel de SIG lorsque le logiciel courant n'est plus en mesure de répondre aux demandes de l'organisation.

## Combien de temps faut-il pour identifier et mettre en œuvre un nouveau logiciel de SIG ?

La durée nécessaire varie d'une organisation à l'autre, en fonction de l'existence ou de la nature du plan stratégique, de la documentation des politiques organisationnelles (contrôles internes) et des processus, de la nature du système d'information existant, et de la capacité technique de l'organisation. La rapidité d'exécution du projet dépendra aussi de la disponibilité du personnel et des ressources financières utilisables pour recourir à une assistance externe si nécessaire. Le processus de sélection lui-même ne prend généralement pas moins de trois mois et demande plus souvent jusqu'à six mois.

La mise en œuvre du logiciel ne doit pas prendre plus de quelques semaines. Elle peut ne prendre que quelques jours, en fonction du nombre d'agences ou de zones concernées. La formation, la conversion des données et le fonctionnement en parallèle du nouveau système et de l'ancien est la partie la plus longue du projet ; elle peut durer deux mois à plus d'un an en fonction de la structure du plan de mise en œuvre.

En moyenne, une IMF doit compter entre 12 et 24 mois entre le début du processus de sélection et la fin de la conversion au nouveau système.

## Est-il nécessaire de recruter un consultant pour appuyer le processus de sélection du logiciel ?

Le processus de sélection d'un logiciel ne faisant pas partie des opérations courantes d'une institution de microfinance, peu d'institutions disposent au sein de leur personnel de la base de connaissances ou des compétences nécessaires pour guider un tel projet. Il peut aussi arriver que les employés possèdent les compétences nécessaires, mais ne disposent pas de suffisamment de temps pour se consacrer à un projet de cette ampleur. Les conseils d'un consultant externe permettent notamment d'éviter les principaux pièges du processus. Cet avantage peut faire gagner à l'IMF beaucoup plus que ce qu'elle paie au consultant.

En tirant les enseignements de l'expérience d'autres IMF grâce au consultant, une IMF peut économiser du temps et de l'argent.

Le degré d'engagement du consultant dépend de l'échelle du projet, des ressources disponibles, du calendrier

du projet et de la capacité technique interne.

Si le temps ne pose pas de problème et que l'IMF considère comme important de développer cette capacité en interne, il n'y a pas de raison pour qu'elle ne l'entreprenne pas elle-même.

## A quelle fréquence une institution doit-elle envisager de remplacer son logiciel d'entreprise ?

Une IMF doit prévoir d'utiliser son logiciel au moins trois ans et si possible sept à dix ans pour obtenir un réel retour sur investissement.

Tant que la croissance de l'institution ne dépasse pas la capacité de l'application (ce qui ne devrait pas être le cas si les objectifs stratégiques ont été pris en compte dans le processus et si le logiciel et la base de données ont été sélectionnés de manière appropriée) l'institution doit être en mesure d'utiliser le logiciel pendant cinq à dix ans. Elle pourra l'utiliser d'autant plus longtemps que le distributeur pourra continuer à fournir le support nécessaire et à s'adapter aux évolutions technologiques et de réglementation. D'où l'importance d'étudier non seulement le logiciel mais aussi la société qui le commercialise au cours du processus de sélection. ♦

**ERRATA :** Dans la parution N°8 du journal, des erreurs se sont glissées malencontreusement dans l'article « Quelle part l'Audit Externe prend dans le processus de contrôle des IMF » signé par M.DJIDOTOR Komlan au lieu de M.DJIDOTOR Yawo

Nous présentons toutes nos excuses à tous les lecteurs et à M.DJIDOTOR Komlan, Expert Comptable au lieu d' **Expert diplômé** .

- ✓ **2<sup>ème</sup> paragraphe de l'introduction** : Au lieu de l'affectation des fonds, lire: l'utilisation des fonds mis à disposition des IMF
- ✓ **2<sup>ème</sup> paragraphe du sous titre 1** : Au lieu de l'information financière et la gestion financière des IMF, lire: l'information produite par les IMF
- ✓ **3<sup>ème</sup> paragraphe du sous titre 1** : Au lieu de souvent, les IMF et les bailleurs de fonds, lire: souvent, les dirigeants des IMF et certains partenaires techniques et financiers (bailleurs de fonds)
- ✓ **4<sup>ème</sup> paragraphe du sous titre 1** : Au lieu de la note, lire: la lettre
- ✓ **1er paragraphe du sous titre 2** : Au lieu de peuvent passer à côté, lire: peuvent s'avérer insuffisantes ou inadaptées

Les mots ou groupes de mots suivants ne sont pas à considérer :

- ✓ **Performant**: dans la première phrase de l'introduction
- ✓ **Et la gestion financière des IMF**: dans la première phrase de l'introduction
- ✓ **De l'audit**: dans la dernière phrase du 3<sup>ème</sup> paragraphe du sous titre 1
- ✓ **La nouvelle, en vigueur**: dans première phrase du 8<sup>ème</sup> paragraphe du sous titre 3

# LES PERFORMANCES ET LES DIFFICULTÉS D'UN SIG POUR UNE IMF EN PHASE DE CROISSANCE: Expérience de WAGES avec Perfect

par SOULEYMANE Rékia, Directrice Informatique de WAGES

Les IMFs gèrent un grand nombre de données essentielles pour leurs activités. Il est pour cela indispensable qu'elles se dotent d'un système d'information et de gestion (SIG). Elles font en général face à deux possibilités: faire développer une solution informatique en interne ou payer une solution clé en main.

En général, au vu des investissements et du temps nécessaires au développement et à la stabilisation d'un SIG, les IMFs optent pour une solution clé en main. WAGES a, pour sa part, opté pour le logiciel Perfect V5.

Pour notre institution le SIG devait être performant sur les points essentiels suivants :

## 1- Capacité de stockage et de traitement

Un bon SIG doit avoir une capacité illimitée dans le stockage et le traitement des données. Il est alors important de s'assurer que le gestionnaire de base de données (SGBD) intégré au SIG est professionnel, et qu'il dispose d'une capacité illimitée pour la gestion des données. Un tel gestionnaire permettra d'anticiper sur la croissance de l'institution, croissance qui se traduit généralement par une augmentation du nombre des clients actifs et par conséquent par une augmentation du nombre des transactions quotidiennement enregistrées. Il limite ainsi les risques de dysfonctionnement lors des traitements et d'apparition d'incohérences lors de l'édition des informations. Oracle ou SQL Server ont été les SGBD souhaités par WAGES, et il se trouve que Perfect V5 est géré par SQL Server.

## 2 - Gestion des données de l'institution

Il faut s'assurer que le SIG permet une gestion efficace des données de l'institution. Un système intégré, gérant aussi bien la finance comptabilité, la clientèle que le portefeuille de crédit, est toujours recommandé.

Perfect étant intégré, il a fallu qu'on s'assure qu'à la date de son acquisition, il permet une gestion, immédiate et à moyen terme des opérations, compatibles avec notre plan d'affaire, et qu'il s'intègre parfaitement à notre système d'information(SI); le SI d'une IMF étant l'ensemble des moyens techniques, administratifs et humains qui servent à la collecte des données, à leurs traitements, leurs stockages et à la transmission d'informations entre les membres de l'institution.

Face à l'impossibilité, pour une IMF, d'acquérir une solution pouvant couvrir la totalité de ses besoins, WAGES a jugé que son SIG doit, à 80%, satisfaire à ses besoins. L'accent a donc été mis sur la gestion automatique des opérations de guichet impliquant alors toutes les opérations avec la clientèle et la gestion de la comptabilité générale et budgétaire.

## 3 - Outputs du système

Un système est réellement efficace lorsqu'il permet, après



SOULEYMANE Rékia,  
Directrice Informatique de WAGES

l'enregistrement, le traitement et le stockage des données, de présenter les informations sous la forme la plus pertinente pour les bonnes prises de décisions. Il est important que l'institution recense les informations nécessaires et souhaitées. Lorsqu'une telle précaution n'est pas prise il est difficile d'évaluer la pertinence des informations produites par le système et d'analyser efficacement leurs apports au système d'information.

Bien qu'il soit impossible de produire, avec un SIG, la totalité des états souhaités par une IMF, il est important qu'avec le nouveau système, les recours aux traitements manuels pour la production des informations, se raréfient.

## 4 - Sécurité, fiabilité, flexibilité et convivialité

Un SIG performant doit également être sécurisé, fiable, flexible et conviviale à l'utilisation. Concernant la sécurité, nous avons souhaité que le système contrôle et gère tous les accès à la base tout en traçant toutes les interventions utilisateurs. Les transactions devaient tous être réalisées via l'interface utilisateur. Sur le plan fiabilité, les vérifications ont été faites pour s'assurer que les outputs du SIG sont

conformes aux résultats attendus suite à l'enregistrement des données. Il faut ensuite s'assurer que le SIG est flexible et suit sans difficulté l'évolution de l'institution. Il doit pour cela être hautement paramétrable. Toutes les données successives de subir des modifications doivent être modifiables et non figées dans le système. Quant à la convivialité, elle est définie par la rapidité d'assimilation et d'appropriation du logiciel par les utilisateurs, mais également par la rapidité d'exécution des traitements par le SIG.

Malgré toutes les précautions qui seront prises, l'IMF doit savoir que l'installation d'un SIG ne résout pas tous ses problèmes. Il n'existe pas de solution parfaite. Pour cela, une IMF doit à chaque instant être préoccupé par le bon fonctionnement de son SIG afin de s'assurer de la fiabilité de ses informations. Il se pose également des problèmes liés au niveau d'appropriation du SIG par les utilisateurs.

#### **5 - Mise à niveau et mise à jour du SIG installé**

En effet, comme nous l'avons souligné plus haut, notre SIG doit, dès son installation, répondre au moins à 80% de nos besoins. Partant de là, 20% d'opérations demeurent non automatisés posant alors des besoins de mise à niveau du SIG.

De plus l'évolution constante des besoins de l'institution nécessite des mises à jour du SIG. L'objectif de notre institution étant de parvenir à l'informatisation complète de son SI, afin d'éviter les saisies manuelles en parallèle avec celles informatiques, les actions à mener sont souvent très délicates et contraignantes. L'intégrité de ses informations est une permanente préoccupation pour l'IMF,

la mise à niveau tout comme la mise à jour d'un système sont sources d'inquiétude, car ce sont des traitements qui impliquent toujours une revue du schéma initial de programmation; revue qui peut générer des erreurs dans le fonctionnement du SIG.

Lorsque le choix du SIG est correctement réalisé, sa mise à niveau est la tâche la moins délicate à réaliser. La mise à jour, est plus difficile et sa récurrence dépend de l'évolution des besoins et des exigences en informations utiles à la gestion de l'IMF. Pour ces nouveaux développements, le fournisseur du système a généralement besoin de réaliser des planifications plus longues pour une bonne analyse et une meilleure intégration au SIG alors qu'au niveau de l'institution, la situation est à l'urgence et il faut trouver une méthodologie rapide de résolution des problèmes. Ce sont des situations très difficiles, mais qui peuvent être gérées lorsque le concepteur est conscient de l'urgence et que l'IMF comprend qu'un minimum de délai est nécessaire à la réalisation des travaux. Le plus important, dans l'immédiat, reste à trouver un procédé de gestion qui laisse des traces au niveau du SIG.

Les probables dysfonctionnement et les incohérences au niveau des états sont ainsi évités et des solutions idoines sont généralement trouvées dans des délais assez raisonnables.

#### **6 - Appropriation du système par les utilisateurs**

Enfin, il se pose souvent des problèmes d'appropriation du système par les utilisateurs. Des erreurs de manipulation ou des erreurs système peuvent subvenir au cours de l'utilisation d'un SIG, mais elles sont source de blocage lorsqu'elles sont mal interprétées. Ainsi, l'utilisation du

système devient une réelle difficulté lorsque les utilisateurs n'ont pas bénéficié d'une formation adéquate.

En réalité, quel que soit le type d'erreur, l'essentiel est que l'IMF parvienne rapidement à la constater, à situer sa cause et à définir la méthodologie la plus efficace pour sa résolution. Mais, lorsque la formation dispensée aux utilisateurs n'est pas suffisante et que l'assistance à l'utilisation est défaillante, il arrive que des erreurs soient maintenues dans le système sans que les utilisateurs ne le réalisent. Le problème devient plus inquiétant lorsque ces erreurs ne trouvent pas de résolution rapide et définitive, rendant ainsi non fiable les informations produites par l'institution. Une formation solide des utilisateurs et une assistance technique efficace et permanente du concepteur sont les seules armes dont dispose une institution pour la compréhension et la maîtrise du circuit des informations (flux des informations) au niveau de son SIG.

En effet, sans cette maîtrise, l'IMF ne peut en aucune manière parvenir à l'intégration parfaite de sa solution informatique à son système d'information; intégration qui devrait permettre d'identifier rapidement et aisément les erreurs, de les corriger efficacement et définitivement et en plus d'être pro actif sur les difficultés et les évolutions du système d'information.

L'avantage dont WAGES a bénéficié au cours de son processus d'informatisation a été l'implication effective de la direction générale et de toutes les autres directions à la réalisation du projet. Cela a permis une très bonne analyse des besoins et une meilleure présentation des performances exigées pour le SIG à installer. ♦

## LES PERFORMANCES ET LES DIFFICULTÉS D'UN SIG POUR UNE IMF EN PHASE DE CROISSANCE: Expérience de la CECA avant et avec Microfina

par M. ODANOU Yombo, Directeur Général de la Coopérative d'Épargne et de Crédit des Artisans (CECA)

En matière de système d'information et de gestion, la CECA est à son troisième logiciel. Elle a utilisé INFOCOOPEC qui n'a pas pu cerner tous les aspects des activités de l'institution.

En effet, INFOCOOPEC gérait les adhésions, les épargnes, les remboursements et d'une façon partielle le crédit. En matière de crédit ce logiciel permettait de mettre en place les crédits, de tirer les contrats de prêt, et de consulter individuellement les crédits mis en place.

Par contre ce système ne permettait pas de faire le suivi des crédits en l'occurrence d'avoir la balance âgée.

Aussi, la comptabilité était-elle seulement en partie prise en compte par ce logiciel.

Dans le souci d'utiliser un logiciel qui pourra intégrer entièrement la comptabilité a occasionné la commande d'un second système : CECABASE.

Ce logiciel nous a permis de gérer toutes les opérations de l'institution, d'avoir toutes les informations dans n'importe quel domaine d'activité au moment voulu. Seulement son imperfection réside dans son instabilité: pour une information

demandée, la base peut donner deux versions différentes si cela est tiré sur deux différents postes ou sur un même poste à des heures différentes.

Cette instabilité conduira à l'abandon de CECABASE pour MICROFINA. MICROFINA est juste une copie améliorée de CECABASE qui prend également en compte toutes les préoccupations des utilisateurs de l'institution.

MICROFINA permet d'avoir les informations voulues en temps réel. Lorsqu'un utilisateur veut une donnée non prévue au départ par le cahier de charge du concepteur, celui-ci a la possibilité de l'insérer dans la base. Il arrive dès fois que dans l'utilisation quelques coquilles sont rencontrées qui nécessitent l'intervention du concepteur pour un dénouement heureux. ♦



M. ODANOU Yombo,  
Directeur de la CECA

## INFOS BREVES \* INFOS BREVES \* INFOS BREVES

### APIM-TOGO est en mouvement dans les Régions Economiques du TOGO (Suite de la page 5)

L'Association (contexte, mission, vision, condition d'adhésion, entrée en vigueur de la nouvelle loi).

Un parterre de trente cinq (35) participants (Administration, banques, sociétés, IMF, ONG, Etudiants...etc) ont pris part aux discussions qui ont duré plus de trois (03) heures et ont souhaité une reprise de l'initiative.

Le Conseil d'Administration (CA) a tenu la première réunion de son mandat pour étudier les rapports périodiques, les nouvelles demandes d'adhésion, les programmes de développement avec les différents partenaires: PASNAM (PNUD/FENU), PSFG (Banque Mondiale), PRAFIDE (Lux-Development/BCEAO) ainsi que le positionnement de l'Association en tant qu'interlocuteur de premier rang de tous les intervenants de la microfinance au Togo. ♦

### EGAE : l'encadrement pour la Gestion et l'Appui aux petites et moyenne Entreprises

Dans le cadre de sa politique de proximité, EGAE vient d'effectuer une campagne de sensibilisation d'une semaine,



du 22 au 26 septembre 2009, dans la commune de Lomé et ses environs. Cette campagne menée et animée par les agents commerciaux de l'institution a pour but de faire connaître

davantage EGAE à la population de Lomé et ses environs et d'appuyer chaque agent commercial dans sa zone de collecte de tontine.

Pour les fêtes de fin d'année, EGAE se prépare à lancer un produit spécial pour la promotion des affaires...

*EGAE, ... Partenaire de la réalisation de vos rêves.*

## PERFORMANCE D'UN SIG: Cas de SYSDE

par M. KEGLO Kodjo, Chef Service Financier de la COOPEC SOLIDARITE, RESEAU FUCEC-TOGO

*SYSDE SAF, précédemment baptisé SAF2000 est une solution solide qui permet une gestion plus efficace des défis rencontrés au niveau des opérations par une institution en croissance.*

Son implantation avait démarré en novembre 2003 dans le Réseau FUCEC-TOGO et se poursuit. Aussi dans les réseaux de la CIF, 5 autres grands réseaux de Microfinance de l'Afrique de l'Ouest ont aussi opté pour cette solution. Il dispose d'une base de données, capable de gérer une large gamme de produits financiers d'institutions de microfinance. Il prend en compte les besoins de l'IMF, depuis les meilleures pratiques d'administration du portefeuille de crédits jusqu'à la gestion comptable-financière en passant par la gestion des comptes et des informations des clients, facilitant un équilibre entre les demandes d'affaires et la responsabilité active du bilan social.

La version 5 sortira en janvier 2010 et prend en compte déjà les exigences du Nouveau Référentiel Comptable de la Zone UMOA ainsi que les états réglementaires de la BCEAO.

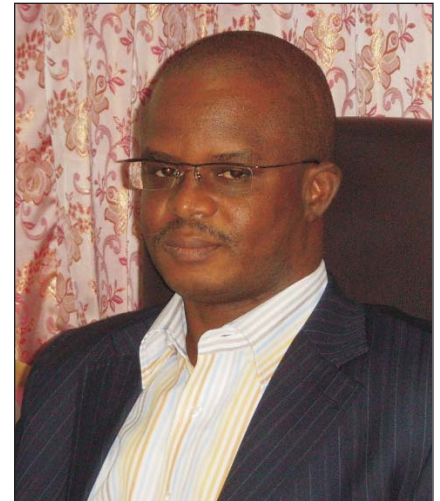
SYSDE SAF est adapté aux réseaux

d'agences étendus mais convient également pour les petits sites ne comptant qu'une seule agence.

Parmi les principaux bénéfices qu'offrent SYSDE SAF, on peut citer:

- ⇒ *Augmentation de la productivité en automatisant toutes les activités quotidiennes, diminuant ainsi les processus manuels et les risques d'erreur humaine;*
- ⇒ *Augmentation de la capacité de contrôle de votre affaire, en obtenant facilement des rapports de porte-feuille, productivité, retards de paiement, entre autres centaines de rapports;*
- ⇒ *Réduction des coûts et temps de capacitation du personnel, grâce à l'utilisation d'une interface Windows intégrant les outils MS Office.*

Ce qui permet une exportation de tous les rapports en Excel pour des usages à d'autres fins.



M. KEGLO Kodjo,  
Chef Service Financier de la  
COOPEC SOLIDARITE

### FACILITE D'UTILISATION

#### Interface utilisateur

SYSDE SAF est une application à interface graphique d'apparence attrayante et logique avec un ensemble d'écrans, de menus déroulants et conviviaux. Pratiquement tous les utilisateurs interrogés (13 sur 14) ont confirmé que le logiciel était « assez facile » ou « très facile » à utiliser. Il utilise des icônes très simples d'utilisation accompagnés d'explications. Les menus déroulants aident l'utilisateur à accéder plus

### LA CENTRALE D'ECHANGE D'INFORMATION SUR LE CRÉDIT : un outil à la disposition des IMF au Togo

*Base de données sur le portefeuille des  
Institutions de Microfinance du Togo*



*"Sachez distinguer la bonne semence de la mauvaise"*

*Meilleure gestion des crédits octroyés  
Réduction du taux d'impayés dans les IMF  
Protection des micro-entrepreneurs contre le surendettement*

<http://centraledesrisques.microfinance.tg>

La Centrale d'Echange d'Information sur le crédit est une base de données sur le portefeuille des institutions de Microfinance. C'est un outil fiable à la disposition des IMF pour la réduction du risque lié à l'activité de microcrédit et la protection des micro entrepreneurs contre le surendettement.

rapidement aux informations complémentaires. Il permet des dépôts automatiques des salaires ou pensions dans le système par une simple importation de fichier.

Les remboursements de crédits se font de façon automatique ainsi que les imputations comptables afférentes à ces transactions, déchargeant les gestionnaires de crédits pour une bonne gestion de la relation clientèle. L'un des inconvénients liés à la distribution de versions indépendantes en différentes langues est la difficulté à conserver tous les libellés dans la bonne langue. Les utilisateurs de la version française se trouvent parfois face à des messages en espagnol.

### Exportation de données

Tous les modules de gestion offrent la possibilité d'exporter tous les rapports générés au format texte, en Excel, en format DBF, HTML, en méta fichier Windows et dans le format propre de l'application, lesquels peuvent être lus sur tous les ordinateurs équipés.

### Analyse des données

Dans le module de comptabilité, le générateur d'états financiers permet à

l'utilisateur de réaliser des analyses entre les périodes comptables, ainsi que des analyses transversales, et de projection des soldes des comptes pour une bonne planification.

Les utilisateurs peuvent exporter les données sous Excel pour effectuer d'autres analyses ou statistiques. SYSDE SAF offre ainsi par la création des vues, des liens avec des tableaux dynamiques croisés en Excel. Les rapports créés en dehors du logiciel sont mis à jour pour refléter les changements dans la base de données.

### Sécurité et administration du système

Le système de sécurité de SYSDE SAF est fondé sur deux niveaux : les rôles et les utilisateurs. Les rôles sont des groupes d'utilisateurs dotés du même profil de sécurité. Il est possible de spécifier ce que chaque rôle est autorisé à consulter ou modifier. Chaque utilisateur se connecte avec un mot de passe personnalisé. Une piste de vérification enregistre les transactions effectuées avec la date, l'heure et le code utilisateur de l'auteur de la transaction. Sur le marché de la Microfinance, il existe beaucoup de

solutions informatiques en termes de SIG. La plupart offre pratiquement les mêmes solutions (gestion d'épargne et de crédit) mais de différents niveaux d'automatisations. Aussi il existe sur ce marché des vendeurs, capables de promettre ciel et terre aux IMF, mais dans les faits, l'offre se distance des pratiques avec ses cortèges de problèmes. Le Système d'Information de Gestion (SIG) étant stratégique pour les IMF, le choix d'une solution doit être la résultante d'un ensemble de stratégies. Il requiert donc les services d'un spécialiste et doit permettre l'implantation d'une solution prenant en compte l'ensemble des besoins présents et potentiels de l'IMF.

SYSDE SAF qui est le choix des 6 grands réseaux de l'Afrique de l'Ouest est une solution performante en regard de celles existantes sur le marché actuel. SYSDE SAF offre beaucoup de flexibilité, de sécurité et prend en charge toutes les transactions des IMF. Les rapports issus de cette solution permettent une gestion proactive de l'ensemble du portefeuille de crédits conformément aux normes internationales. ♦



## FOCUS SUR UNE INSTITUTION DE MICROFINANCE : La Mutuelle pour le Développement de l'Épargne et de Crédit Komdedzi (MUDECK)

*Nul n'ignore les maux socio-économiques dont souffrent plusieurs pays du tiers monde. Sur l'échiquier national, à la crise sociopolitique, vient se greffer le marasme alimentaire aggravé par la récession économique. Ainsi la lutte contre la pauvreté, Objectif du Millénaire pour le développement (OMD), est-il prioritairement gravée dans la vision des acteurs économique financiers.*



C'est dans une perspective similaire que la MUDECK (Mutuelle pour le Développement de l'Épargne et de Crédit Komdedzi) s'assigne le devoir de contribuer à la réduction de la pauvreté au niveau de la population défavorisée, en accordant des prêts à ses membres, et en appliquant le rôle d'information, de formation et d'éducation aux principes bancaires.

Les banques classiques ne peuvent pas embrasser tous les secteurs d'activité, surtout le secteur informel. La MUDECK par le biais de ses produits d'épargne et crédit, pense apporter sa pierre à l'édifice nationale. C'est dans ce sens que la MUDECK a sa raison d'être et fut créée en mai 2005. Il est dirigé par Monsieur AGBESSI K. Faustin. La MUDECK (Mutuelle pour le Développement de l'Épargne et de Crédit Komdedzi) a été créée le 22 mai 2005, date de l'assemblée générale constitutive avec l'élection des membres des organes et la nomination du Directeur Général.

La MUDECK a débuté ses activités proprement dites le 08 août de la même année, précédé le 26 juillet par le

lancement officiel. En décembre 2005, la MUDECK comptait 86 membres statutaires et employait 12 personnes. Aujourd'hui avec 104 employés, le nombre de membres a atteint 5462. Elle a obtenu son agrément le 03 juillet 2007 sous le n°T/1/GFLM/2007/166A.

Compte tenu de l'accroissement des membres et dans le but de mieux servir la population, la MUDECK a déplacé son siège de Kodjoviakopé à Nyékonakpoè. Il se situe au 106, rue Effelo, derrière l'Eglise catholique Immaculée conception de Nyékonakpoè. Au 30 septembre 2009, la MUDECK compte deux (02) points de services, 4.446 membres et 104 employés. L'encours de crédit à la même période s'élève à plus de 366.000.000 Fcfa tandis que l'encours des dépôts avoisine 460.000.000 Fcfa pour un total actif de 565.471.792 Fcfa.

La MUDECK présente une particularité: le service de proximité et l'adaptation des produits aux besoins de la population. C'est dans cette optique que les grandes gammes d'épargnes et de crédits sont classées en différents volets de la façon suivante:

### I - L'EPARGNE

- L'épargne simple
- L'épargne scolaire
- L'épargne oleyia olavo
- L'épargne journalière (la tontine)
- L'épargne santé
- L'épargne bloquée (DAT)
- La Tontine Bloquée

### II - LE CREDIT

- Le crédit commercial ou artisanal
- Crédit mobilier ou immobilier
- Le crédit oleyia olavo
- Crédit business
- Crédit social
- Crédit accompagnement
- Crédit financement
- Crédit salarié
- Crédit assistance
- Crédit scolaire

### CONTACT :

**Mutuelle pour le  
Développement de l'Épargne et  
de Crédit Komdedzi (MUDECK)**

**B.P. 7572 Lomé TOGO**

**Tél. 00228 220 90 81**

**00228 320 11 26**

**Email : mudeck2005@yahoo.fr**



M.AGBESSI K. Faustin, Directeur Général de la MUDECK

«... La MUDECK (...)  
...voudra être plus  
proche de sa clientèle en  
ouvrant des points de  
service (...)  
...mettra en place un  
système d'internet qui  
permettra à chaque  
client de consulter son  
compte et de faire des  
adhésions à distance.»

**Devise de la MUDECK :**

**Sécurité,  
Fiabilité et  
Rapidité.**

**Slogan la MUDECK :**

**épargner  
c'est  
s'enrichir**

**Espace Microfinance :** La MUDECK dispose des procédures de contrôle et de surveillance, qu'est ce qui a motivé votre institution à mettre en place ces procédures?

**M.AGBESSI k. Faustin :** L'institution la MUDECK, qui a pour mission de collecter l'épargne des membres et de la leur retourner en temps réel, s'est dotée des procédures de contrôle afin d'assurer la sécurité et la disponibilité des dépôts des membres, et de limiter les possibilités d'opérations de gabegie. L'adoption du processus itératif, qui comprend toutes les étapes de contrôle notamment la prévention, la détection et la correction nous permet de pouvoir limiter les risques afin d'assurer la pérennité de l'institution.

**Espace Microfinance :** Comment s'assurer que les contrôles sont réguliers et que les opérations respectent la loi, les règlements (politiques écrites) et les règles de déontologie?

**M.AGBESSI k. Faustin :** La MUDECK agréée et soumise aux normes et règles des autorités compétentes, organise le contrôle des opérations sur la base des textes existants (politiques et procédures de crédit, procédures administratives et comptable, statuts et règlement intérieur, cahier de charges). Sur la base d'un programme bien déterminé nous faisons des contrôles

périodiques (journaliers hebdomadaires, mensuels, trimestriels et annuels). Suite aux politiques et procédures établies les opérations se déroulent de sorte qu'il y ait auto contrôle et le contrôle hiérarchique du superviseur. En vue d'assurer la régularité des contrôles et le suivi des recommandations, chaque étape du processus est matérialisée par un rapport.

**Espace Microfinance :** Dites nous sur la base de vos expériences dans la mise en place de procédures de contrôle et de surveillance, quels sont vos atouts?

**M.AGBESSI k. Faustin :** L'efficacité de nos procédures de contrôle présente des atouts tels que:

- ✓ Système informatique et de gestion performant
- ✓ Système d'auto-contrôle développé à tous les postes
- ✓ Système du contrôle hiérarchico fonctionnel développé
- ✓ Existence de politiques et procédures

**Espace Microfinance :** Quelles sont les perspectives d'avenir de la MUDECK microfinance?

**M.AGBESSI k. Faustin :** La MUDECK a pour objectif de devenir une institution de référence et voudra être plus proche de sa clientèle en ouvrant des points de service. Elle mettra en place un système d'internet qui permettra à chaque client de consulter son compte et de faire des adhésions à distance. La rémunération des dépôts, une formation économique au profit des membres, une étude de la demande et l'adaptation de service aux besoins des clients sont quelques prestations que la MUDECK réserve à tous les sociétaires.

**Propos recueilli par Eric BATE,  
Chargé de programme APIM-TOGO**

## LES DIFFICULTÉS D'ACHAT ET D'IMPLEMENTATION D'UN SYSTÈME D'INFORMATION DE GESTION DANS UNE IMF: Le parcours de Perfect

par M. Léon K. A. HOUNDJAGO, Directeur Général de CAGECFI

*Le défi d'informatisation des institutions de microfinance (IMF) est né de la dynamique de croissance remarquable de certaines institutions atteignant des tailles, en nombre de clients ou d'opérations, comparables à certaines banques classiques, de l'élargissement de la gamme de services financiers pour couvrir des besoins toujours variés de la clientèle amenant les IMF à traiter des opérations plus complexes, du besoin de recherche de refinancement externe, et des exigences réglementaires complexes des autorités de régulation de chaque pays et sous-région.*

Pour aborder cette problématique, il est nécessaire de définir d'abord ce qu'est un système d'information de gestion et ensuite ce qu'implique une informatisation et après on s'appesantira sur les difficultés d'achat et l'implémentation de Perfect, le logiciel de gestion intégré des IMF, l'une des applications logicielles utilisées par plusieurs IMF de notre sous-région.

Un système d'information de gestion est constitué par l'ensemble des outils, moyens, pratiques et procédures qui permettent d'enregistrer, traiter, produire et faire circuler les informations nécessaires au bon fonctionnement de l'organisation. Les outils sont généralement constitués par des logiciels, tableurs, cahiers, formulaires, bordereaux, etc. qui servent de support à l'information pour en assurer le traitement et la transmission.

Informatiser une tâche c'est automatiser le traitement et la présentation des informations nécessaires pour l'accomplir. C'est aussi le fait de traiter les inputs (les données) d'une activité et obtenir des outputs (restitution des informations sous forme de rapports sur écran ou sur papier) nécessaires à la gestion quotidienne de l'activité et aux prises de décisions idoines.

L'informatisation est un véritable projet d'investissement. Il est souvent comparable à la construction d'un édifice. Comme telle, elle exige toute une organisation minutieuse et un vaste changement des pratiques de l'IMF et des modes de travail, avec pour condition de réussite un effort d'adaptation considérable et de la suractivité de l'ensemble du personnel. L'informatisation implique la dimension technique: équipements informatiques, réseaux de télécommunication, logiciels, installations électriques, etc. L'acquisition de ces matériels amènera l'IMF à se familiariser avec leur usage. Ceci implique l'acquisition impérative de nouvelles compétences techniques au sein de l'IMF et l'introduction d'un changement culturel compatible à cette innovation technologique. Plusieurs options d'acquisition de logiciel s'offrent à l'IMF. Elle peut choisir l'achat de logiciel standard, l'achat de logiciel à modifier pour répondre à ses besoins ou demander la conception d'un logiciel dont elle serait propriétaire du code source. L'achat de logiciel standard qui pourra couvrir près de 75% des besoins fonctionnels de l'IMF, comme c'est le cas de Perfect qui est le plus recommandé car il présente les avantages suivants :



Léon K. A. HOUNDJAGO,  
Directeur Général de CAGECFI

*Perfect, une expertise africaine au service des IMF qui affecte positivement le secteur de la microfinance en Afrique occidentale et plus récemment les IMF de la région centrale de l'Afrique...*

- coût relativement bas;
- possibilité de paramétrage;
- calendrier court pour la mise en œuvre.

Mais il n'est pas raisonnable de passer sous silence les nombreuses difficultés liées à l'achat et à l'implémentation d'une telle application logicielle au sein d'une IMF.

Perfect est un logiciel intégré de gestion des IMF. Il est conçu et réalisé en 2002 par la société CAGECFI dont le siège social est basé à Lomé, République du Togo. Sa version standard couvre pratiquement plus de 75% des besoins fonctionnels des IMF et intègre à ce jour des innovations technologiques telles que: l'interconnexion, la biométrie et le PC POCKET. Perfect, cette expertise africaine au service des IMF, affecte

positivement le secteur de la microfinance en Afrique occidentale et plus récemment les IMF de la région centrale de l'Afrique.

Les difficultés d'achat de Perfect sont vécues dans toutes les phases du projet d'informatisation:

### 1-Elaboration du plan informatique

### 2- Définition des besoins

- ✓ Besoins fonctionnels
- ✓ Requis techniques

### 3- Ressources humaines

### 4- Mise en place du systŠme

- ✓ Formation
- ✓ Configuration du logiciel par paramétrage
- ✓ Test du paramétrage
- ✓ Installation des équipements informatiques
- ✓ Reprise des données

- ✓ Mise en production de Perfect

### 5 - Evaluation, maintenance et ,volution continues

En définitive, on peut noter que l'achat et l'implémentation d'un système d'information de gestion informatisé constituent un projet complexe de grande envergure. C'est un projet qui devra suivre toutes les étapes de vie d'un projet classique, de l'avant-projet (les préparatifs) jusqu'au suivi et évaluation en passant par la phase d'exécution du projet et le service après-vente.

Il serait judicieux que l'APIM-TOGO et la CAS-IMEC fassent une grande communication autour de la chose afin d'édifier les décideurs des IMF à s'armer de courage et de moyens pour y faire face. ♦



## Logiciel de gestion intégré des institutions de microfinance



Site Web: [www.cagecfi.com](http://www.cagecfi.com)  
 E-mail: [ccagecfi@hotmail.com](mailto:ccagecfi@hotmail.com)  
 Tél: (00228) 220 84 61  
 Lomé-TOGO

**PERFECT, l'expertise africaine en matière de solution logicielle pour les institutions de microfinance en Afrique**

Thème du prochain numéro :

**LE MARKETING ET LA COMMUNICATION : les nouveaux challenges des IMF**